

Dans son discours du 1^{er} septembre expliquant la lettre du Comité politique sur l'unité, le camarade Cannon accusait la minorité: « Peut-être que leur nouvelle idée est l'unité d'abord et ensuite une plus grande scission. » Le « peut-être » n'empêche pas cette déclaration d'être une accusation outrageuse. Outrageuse non seulement parce que ce n'est pas vrai, mais parce que si la majorité du Comité politique devait agir conséquemment, la question de l'unité serait remise aux calendes grecques. Car si l'on n'accepte pas les propositions de la minorité et du W.P. disant que les divergences politiques sont compatibles avec l'unité; que l'unité est plus importante que le régime; que l'unité peut se faire sur une base durable — alors il ne reste aucun critère politique pour déterminer les buts de la minorité et du W.P. Il ne reste alors que la psychologie arbitraire et capricieuse de la majorité du Comité politique sur ce qui se passe dans les cerveaux de la minorité et du W.P. Cette façon de poser la question n'a rien de commun avec la politique marxiste.

L'autre déclaration du camarade Cannon fut surperficiellement d'un caractère plus politique en disant que préalablement à l'unification, le Parti doit d'abord « sanctionner la déloyauté à la base et affermir la discipline dans le Parti ». Ceci serait

certainement vrai, si la déloyauté et l'indiscipline existaient. Mais le camarade Cannon applique frauduleusement ces termes à la fraternisation et aux discussions entre la minorité et la direction ainsi que les membres du W.P. Nous, de la minorité, déclarons que ni ces menaces ni ces abus nous écarteront de notre politique juste et organisationnellement loyale, demandant au W.P. de poursuivre son chemin vers l'unité malgré tous les obstacles. Vouloir remettre l'unité jusqu'après avoir « sanctionné » la minorité pro-unitaire n'est guère un prélude d'unification! Il est évident que l'attaque contre la minorité l'accusant d'être « déloyale » est en fait une attaque contre l'unité.

Ces attaques continuent au Plenum. Elles sont « judicieusement » évitées dans la résolution, qui tente de prendre un ton très diplomatique, mais elles pèsent jusqu'à présent dans tous les discours des majoritaires. Sur cette question nous demandons également qu'on en finisse avec l'ambiguïté. Si la majorité pense vraiment ce qu'elle dit, qu'elle adopte alors une règle pour statuer sans ambiguïté, et qui interdirait à la minorité de discuter avec les dirigeants du W.P. Dans ce cas nous devrions nous soumettre à cette décision ou quitter le Parti. Une telle loi serait une preuve d'une profonde dégénérescence de la direction du Parti. Mais ces asser-

tions verbales sur ce même sujet en font également preuve.

7. Il devrait être évident à toute personne politique, que la base absurde sur laquelle se fait la discussion — sur aucune base sauf les caprices des négociateurs du S.W.P. voulant faire traîner les pourparlers interminablement — pourrait s'avérer rapidement inacceptable pour le W.P. Si aucune de leurs propositions n'est acceptée, si aucune autre proposition ne leur est faite, si rien n'est décidé par le Plenum, le W.P. peut très bien conclure qu'il n'y a aucun intérêt à continuer de telles discussions. La résolution paraît vouloir éprouver jusqu'au bout la patience des négociateurs du W.P. par une série interminable de réunions inutiles. En un mot, on veut faire porter au W.P. la responsabilité d'interrompre les discussions, alors qu'en réalité, la résolution doit mener inévitablement à rompre les discussions. Nous stigmatisons cela comme une fourberie et déclarons que si cette résolution devient la politique du Parti, ce Plenum portera la responsabilité de l'interruption des discussions.

7 octobre 1945.

BENNET,
GOLDMAN,
MORROW,
WILLIAMS.

Résolution du Secrétariat Européen

Le Secrétariat Européen a pris connaissance des documents échangés entre le S.W.P. et le W.P. en vue de leur unification éventuelle et il approuve en général l'attitude adoptée par le Plenum du C.C. du S.W.P. d'octobre 1945.

Il a constaté que le W.P. s'était cristallisé depuis la scission de 1940 et durant toute la guerre sur des positions telles que celles concernant la question de l'U.R.S.S., la défense de la Chine et des Indes, la question nationale en Europe, l'existence et le rôle durant la guerre de la IV^e Internationale, ainsi que la conception

du régime intérieur et du fonctionnement du Parti révolutionnaire, qui peuvent bien être considérées comme des divergences programmatiques, susceptibles de rendre problématique la possibilité de cohabitation et de travail commun efficace des deux tendances dans la même organisation.

L'argument que la fin de la guerre a en grande partie diminué l'importance de la plupart de ces différences ne pourrait acquérir une valeur, qu'après une discussion approfondie entre les deux organisations sur leur conception concrète réciproque en ce qui concerne la politique interna-

tionale et nationale ainsi que le fonctionnement intérieur du Parti aux E.-U., et de l'Internationale.

Le S.E. recommande à la direction du S.W.P. d'établir en commun avec la direction du W.P., un programme de questions à discuter, d'organiser et de poursuivre cette discussion en vue de mettre au clair le degré d'accord qui existe actuellement entre les deux organisations. C'est à la suite de cet examen que la question de l'unification possible des deux organisations peut de nouveau être re-examiné.

Janvier 1946.